

COUR DE JUSTICE

BENELUX

GERECHTSHOF

~

B 2015/1à12/19

Arrêt / Arrest

Dans les affaires B 2015/1 à 12 / In de zaken B 2015/1 t/m 12

- 1. Willy RAEMAKERS (affaire B 2015/1) ;**
 - 2. Nick VAN HAVER (zaak B 2015/2) ;**
 - 3. Erik WAARDENBURG (zaak B 2015/3) ;**
 - 4. Didier VAN SCHELVERGEM (affaire B 2015/4) ;**
 - 5. Nelly TEMMERMAN (zaak B 2015/5) ;**
 - 6. Dounya FRANÇOIS (affaire B 2015/6) ;**
 - 7. Catherine LESEUL (affaire B 2015/7) ;**
 - 8. Karel VAN DE VELDE (zaak B 2015/8),**
 - 9. Marc NAESSENS (affaire B 2015/9) ;**
 - 10. Hilde RUBBRECHT (zaak B 2015/10) ;**
 - 11. Bianca WAUTERS (zaak B 2015/11) ;**
 - 12. Séverine VAN MIEGHEM (affaire B 2015/12) ;**
- parties requérantes / verzoekers

contre / tegen

L'UNION BENELUX / DE BENELUX UNIE
partie défenderesse / verwerende partij

Langue de la procédure : le français / procestaal : het Frans

GRIFFIE

REGENTSCHAPSSTRAAT 39
1000 BRUSSEL
TEL. (0) 2.519.38.61
FAX (0) 2.513.42.06
curia@benelux.be

GREFFE

39, RUE DE LA RÉGENCE
1000 BRUXELLES
TÉL. (0) 2.519.38.61
FAX (0) 2.513.42.06
Curia@benelux.be

La Cour de Justice Benelux, Chambre du contentieux de fonctionnaires, a rendu l'arrêt suivant dans les affaires B 2015/1 à B 2015/12 incluse.

1. La Cour fait référence à son arrêt du 13 mai 2016 rendu dans la présente affaire (ci-après dénommé l'« arrêt interlocutoire »). Le litige entre les parties concerne la question de savoir si les décisions du Collège des Secrétaires généraux (ci-après dénommé le « Collège ») des 10 septembre 2014 et 29 avril 2015 tendant à la non-indexation des salaires, indemnités et primes avec effet au 1^{er} juillet 2014 violent l'article 5 du Règlement sur le revenu.

2. En résumé, il a été statué comme suite dans l'arrêt interlocutoire :

- conformément à l'article 5 du Règlement sur le revenu, les parties requérantes ont droit à une indexation au 1^{er} juillet de chaque année ;
- conformément à l'article 5 du Règlement sur le revenu, l'indexation est calculée « *en fonction de la variation moyenne de l'indice appliqué pour l'indexation du traitement des fonctionnaires de l'Union européenne à Bruxelles* » ;
- l'indice précité est l'« indice commun » pour la Belgique et le Luxembourg tel que visé à l'article 1^{er}, point 2 de l'annexe XI au Statut des fonctionnaires de l'Union européenne qui est en principe fixé chaque année par Eurostat ;
- le fait que l'Union européenne a décidé de ne pas indexer les salaires des fonctionnaires de l'Union européenne pour les années 2013 et 2014, ne prive pas les fonctionnaires du Benelux de leur droit à une indexation en date du 1^{er} juillet 2014 qui est calculée conformément à l'article 5 du Règlement sur le revenu ;
- pour cette raison, il est demandé à l'Union Benelux de s'informer auprès d'Eurostat sur la disponibilité de l'« indice commun » pour la Belgique et le Luxembourg ou des données pour la fixation de cet indice pour la période de juin 2012 à juin 2013 tel que visé à l'article 1^{er}, point 2 de l'annexe XI, et – en cas de réponse affirmative d'Eurostat – de demander à Eurostat d'envoyer l'indice calculé à l'Union Benelux.

Suite du litige

3. Par lettres des 30 juin 2016 et 11 octobre 2016, le Secrétaire général a adressé à la Cour, avec copie aux parties requérantes :

- une lettre du Secrétaire général du 31 mai 2016 adressée au Directeur général d'Eurostat ;
- la réponse d'Eurostat du 22 juin 2016 ;
- une lettre du Secrétaire général du 30 juin 2016 adressée à Eurostat ;
- la réponse d'Eurostat du 27 septembre 2016 ;

Dans la lettre du 11 octobre 2016, le Secrétaire général a communiqué à la Cour :

- qu'il ressort de la lettre d'Eurostat du 27 septembre 2016 que l'« indice commun » pour la Belgique et le Luxembourg pour la période de juin 2012 à juin 2013 s'élève à + 1,6% ;
- que le Collège exécutera intégralement l'arrêt interlocutoire ;
- que le Collège a abrogé les décisions relatives à l'indexation des salaires pour 2014 (ainsi que les décisions correspondantes pour 2015) ;

Het Benelux-Gerechtshof, Kamer Ambtenarenrechtspraak, heeft in de gevoegde zaken B 2015/1 t/m B 2015/12 het volgende arrest gewezen.

1. Het Hof verwijst naar zijn arrest van 13 mei 2016 in deze zaak (hierna: het tussenarrest). Het geschil tussen partijen gaat over de vraag of de besluiten van het College van secretarissen-generaal (hierna: het College) van 10 september 2014 en 29 april 2015 om per 1 juli 2014 geen indexatie van de salarissen, vergoedingen en premies toe te passen, in strijd zijn met artikel 5 Inkomensreglement.
2. In het tussenarrest is, kort samengevat, als volgt geoordeeld:
 - verzoekers hebben op grond van artikel 5 van het Inkomensreglement recht op indexatie per 1 juli van elk jaar;
 - de indexatie moet blijkens artikel 5 van het Inkomensreglement berekend worden "*in functie van de gemiddelde wijziging van het indexcijfer dat gebruikt wordt voor de indexatie van de wedden van de ambtenaren van de Europese Unie in Brussel*";
 - het zojuist bedoelde indexcijfer is het 'gezamenlijk indexcijfer' voor België en Luxemburg als bedoeld in artikel 1, punt 2, van bijlage XI bij het Statuut van de ambtenaren van de Europese Unie, welk indexcijfer in beginsel jaarlijks door Eurostat wordt vastgesteld;
 - de omstandigheid dat door de Europese Unie is besloten voor de jaren 2013 en 2014 geen indexatie toe te passen voor de salarissen van de Europese ambtenaren, ontnemt aan de Benelux-ambtenaren niet het recht op indexatie per 1 juli 2014, berekend overeenkomstig artikel 5 van het Inkomensreglement;
 - de Benelux-Unie wordt daarom opgedragen bij Eurostat navraag te doen naar de beschikbaarheid van het 'gezamenlijk indexcijfer', dan wel de gegevens voor de vaststelling daarvan, over de periode juni 2012 – juni 2013 voor België en Luxemburg, als bedoeld in artikel 1, punt 2, van bijlage XI, en – bij bevestigend antwoord van Eurostat – te verzoeken om toezending van dat indexcijfer aan de Benelux Unie.

Het verdere verloop van het geding

3. Bij brieven van 30 juni 2016 en 11 oktober 2016 heeft de Secretaris-Generaal aan het Hof, met afschrift aan verzoekers, doen toekomen:
 - een brief van de Secretaris-Generaal van 31 mei 2016 aan de Directeur-Generaal van Eurostat;
 - het antwoord van Eurostat van 22 juni 2016;
 - een brief van de Secretaris-Generaal van 30 juni 2016 aan Eurostat;
 - het antwoord van Eurostat van 27 september 2016.

In de brief van 11 oktober 2016 heeft de Secretaris-Generaal aan het Hof medegedeeld:

- dat uit de brief van Eurostat van 27 september 2016 blijkt dat het 'gezamenlijk indexcijfer' voor België en Luxemburg voor de periode juni 2012 – juni 2013 +1,6% bedraagt;
- dat het College integraal uitvoering zal geven aan het tussenarrest;
- dat het College de besluiten met betrekking tot de salarisindexatie voor 2014 heeft ingetrokken

- que le Collège a pris une nouvelle décision tendant à l'application avec effet au 1^{er} juillet 2014 d'une indexation de + 1,6% sur les salaires, indemnités et primes (ainsi que d'une indexation de + 0,9% avec effet au 1^{er} juillet 2015) ;
- que le Collège appliquera un intérêt de retard de 5 % lors du paiement des arriérés, conformément à l'article 4, alinéa 2 du Règlement sur le revenu.

4. Par lettre du 2 novembre 2016, W. Raemakers a répondu au nom des parties requérantes à la lettre du Secrétaire général du 11 octobre 2016. Les parties requérantes souscrivent à la conclusion que l'« indice commun » pour la Belgique et le Luxembourg pour la période de juin 2012 à juin 2013 s'élève à + 1,6% et confirment que le Collège a entre-temps fixé l'indexation à + 1,6% avec effet au 1^{er} juillet 2014, conformément au point 23 de l'arrêt interlocutoire. Elles ont demandé à la Cour de prononcer par arrêt définitif la condamnation principale qui a été demandée, à savoir de condamner l'Union Benelux au versement des arriérés de salaires dus depuis le 1^{er} juillet 2014, à majorer des intérêts jugés appropriés par la Cour.

Par ailleurs, les parties requérantes étaient d'avis que les arriérés de salaires et d'indemnités dus ne doivent pas être intégrés dans la base imposable de l'année de paiement, mais doivent être imposés séparément au taux moyen qui s'applique aux revenus de chaque contribuable concerné pendant la période imposable correspondant aux arriérés de salaires et d'indemnités, et qu'une exonération fiscale était applicable pour les intérêts moratoires.

5. Par courrier du 23 novembre 2016 adressé à la Cour, le Secrétaire général a répondu à la lettre des parties requérantes du 2 novembre 2016. En faisant référence aux articles 3 et 8 du Règlement fiscal, le Secrétaire général a affirmé que les arriérés dus sont soumis à l'impôt pendant l'année de paiement ou de mise en paiement. Par ailleurs, il a attiré l'attention sur le fait qu'un intérêt moratoire de 5% est appliqué, conformément à l'article 4 du Règlement sur le revenu, et qu'il n'existe aucune base dans le Règlement fiscal qui permet de soumettre les intérêts moratoires à une imposition fiscale.

Quant aux droit

6. Les parties sont d'accord sur le fait que l'indexation des salaires, indemnités et primes doit être fixée à + 1,6% avec effet au 1^{er} juillet 2014, conformément à l'article 5 du Règlement sur le revenu. Les parties requérantes n'ont pas contesté l'abrogation des décisions relatives à l'indexation des salaires pour 2014 par le Collège. Par ailleurs, elles ont reconnu que le Collège a entre-temps pris de nouvelles décisions moyennant lesquelles une indexation de + 1,6% avec effet au 1^{er} juillet 2014 leur a été accordée (tout comme aux autres membres du personnel de l'Union Benelux).

À la lumière de ce qui précède, les parties requérantes n'ont plus d'intérêt dans la déclaration de nullité - qu'elles ont demandée - des décisions (entre-temps abrogées) du Collège des 10 septembre 2014 et 29 avril 2015 de non-indexation avec effet au 1^{er} juillet 2014, ni dans la condamnation - qu'elles ont demandée - du Collège à indexer annuellement les salaires, indemnités et primes en date du 1^{er} juillet, en application de l'article 5 du Règlement sur le revenu. Cependant, la Cour prononcera, conformément à leur demande, la condamnation principale qui a été demandée et

- (evenals de daarmee overeenstemmende besluiten voor 2015);
- dat het College een nieuw besluit heeft genomen waarbij het College op de salarissen, vergoedingen en premies vanaf 1 juli 2014 een indexatie zal toepassen van +1,6% (en vanaf 1 juli 2015 een indexatie van +0,9%);
 - dat het College bij de uitbetaling van de achterstallige bedragen overeenkomstig artikel 4 lid 2 van het Inkomensreglement een nalatigheidsintrest van 5% zal toepassen.

4. Namens verzoekers heeft W. Raemakers bij brief van 2 november 2016 gereageerd op de brief van de Secretaris-Generaal van 11 oktober 2016. Verzoekers onderschrijven de conclusie dat het 'gezamenlijk indexcijfer' voor België en Luxemburg voor de periode juni 2012 – juni 2013 +1,6% bedraagt en bevestigen dat het College inmiddels overeenkomstig punt 23 van het tussenarrest de indexatie per 1 juli 2014 op +1,6% heeft vastgesteld. Zij hebben het Hof gevraagd bij eindarrest de gevraagde hoofdveroordeling uit te spreken, namelijk de Benelux Unie te veroordelen de sinds 1 juli 2014 verschuldigde loonachterstallen uit te keren, te vermeerderen met de door het Hof passend geachte interest.

Verzoekers hebben voorts het standpunt ingenomen dat de verschuldigde achterstallige lonen en vergoedingen niet in de belastbare grondslag van het jaar van uitbetaling moeten worden opgenomen, doch afzonderlijk belast moeten worden naar de gemiddelde aanslagvoet die van toepassing was op de inkomstem van elk van de betrokken belastingplichtigen tijdens het belastbaar tijdperk dat met de achterstallige lonen en vergoedingen overeenstemt, en dat voor de moratoire interest belastingvrijstelling geldt.

5. Bij schrijven van 23 november 2016 aan het Hof heeft de Secretaris-Generaal gereageerd op de brief van verzoekers van 2 november 2016. De Secretaris-Generaal heeft onder verwijzing naar de artikelen 3 en 8 van het Fiscaal Reglement betoogd dat de achterstallige bedragen onderworpen zijn aan belastingheffing in het jaar van betaling of betaalbaarstelling. Voorts heeft hij erop gewezen dat ingevolge artikel 4 van het Inkomensreglement een moratoire interest van 5% geldt, en dat op grond van het Fiscaal Reglement geen grondslag bestaat om de moratoire interesten aan een fiscale heffing te onderwerpen.

Ten aanzien van het recht

6. Partijen zijn het erover eens dat de indexatie van de salarissen, vergoedingen en premies per 1 juli 2014 op grond van artikel 5 van het Inkomensreglement op +1,6% gesteld moet worden. Verzoekers hebben niet weersproken dat het College de besluiten met betrekking tot de salarisindexatie voor 2014 heeft ingetrokken. Zij hebben voorts erkend dat het College inmiddels nieuwe besluiten heeft genomen waarin per 1 juli 2014 een indexatie van +1,6% aan hen (en aan de overige personeelsleden van de Benelux Unie) is toegekend.

Het voorgaande brengt mee dat verzoekers geen belang meer hebben bij de door hen gevraagde nietigverklaring van de (inmiddels ingetrokken) besluiten van het College van 10 september 2014 en 29 april 2015 om per 1 juli 2014 geen indexatie toe te passen en bij de door hen gevraagde veroordeling van het College om de jaarlijkse aanpassing van de salarissen, vergoedingen en premies per 1 juli met toepassing van artikel 5 van het Inkomensreglement in acht te nemen. Wel zal het Hof overeenkomstig

condamnera l'Union Benelux à verser les arriérés de salaires dus depuis le 1^{er} juillet 2014. Conformément à l'article 4 du Règlement sur le revenu, un intérêt de 5% est dû sur ces arriérés.

7. Pour ce qui concerne la question de savoir sur quelle base l'imposition sur les arriérés dus doit avoir lieu, la Cour considère ce qui suit :

L'article 3 du Règlement fiscal prévoit - pour autant qu'il soit pertinent en l'espèce - que le contribuable est « *imposé (...) sur les revenus imposables qui lui sont payés ou mis en paiement pendant l'année de revenus* ». L'article 4, paragraphe 1^{er} du Règlement fiscal prévoit que les revenus imposables sont constitués « *du montant brut du traitement (...) et indemnités qu'un contribuable perçoit sur la base de l'article 6 et des articles 8 à 19 ainsi que de l'article 19 bis du règlement sur le revenu* ». Conformément à l'article 8 du Règlement fiscal, l'année de revenus correspond à l'année civile.

Il découle des dispositions précédentes que les arriérés dus sont soumis à l'impôt pendant l'année de leur paiement ou mise en paiement. En revanche, les intérêts moratoires ne sont pas soumis à une imposition fiscale puisqu'ils sont dus conformément à l'article 4 du Règlement sur le revenu et que cette disposition à l'article 4, premier paragraphe du Règlement fiscal n'est pas mentionné comme source de revenus imposables.

8. Aucun motif ne justifie une condamnation de l'Union Benelux aux frais et dépens de la présente procédure encourus par les parties requérantes étant donné qu'elles n'ont pas été représentées par un avocat.

Décision

La Cour de Justice Benelux, Chambre Juridiction administrative :

Condamne le Collège à verser aux parties requérantes les arriérés de salaires dus depuis le 1^{er} juillet 2014, à majorer d'un intérêt de 5 %.

Ainsi rendu par E. Dirix, président, C.A. Streefkerk, président suppléant, et G. Santer, membre,

Et prononcé à l'audience publique à Bruxelles, le 30 mars 2017, par E. Dirix, précité, en présence de A. Henkes, avocat général, et A. van der Niet, greffier en chef.

A. van der Niet

E. Dirix

hun verzoek de gevraagde hoofdveroordeling uitspreken en de Benelux Unie veroordelen de sinds 1 juli 2014 verschuldigde loonachterstallen uit te keren. Op grond van artikel 4 van het Inkomensreglement is hierop een interest verschuldigd van 5%.

7. Met betrekking tot de vraag naar welke grondslag de belastingheffing over de verschuldigde achterstallige bedragen moet geschieden, overweegt het Hof het volgende.

Artikel 3 van het Fiscaal Reglement bepaalt, voor zover hier van belang, dat de belastingplichtige *“wordt belast (...) op de belastbare inkomsten die aan hem zijn betaald of betaalbaar gesteld tijdens het inkomstenjaar”*. Artikel 4, paragraaf 1, van het Fiscaal Reglement bepaalt dat de belastbare inkomsten worden gevormd *“door het bruto bedrag van het salaris (...) en de vergoedingen die een belastingplichtige op basis van artikel 6 van het inkomensreglement en de artikelen 8 t/m 19bis van het inkomensreglement ontvangt”*. Volgens artikel 8 van het Fiscaal Reglement valt het inkomstenjaar samen met het kalenderjaar.

De genoemde bepalingen brengen mee dat de verschuldigde achterstallige bedragen onderworpen zijn aan belastingheffing in het jaar waarin zij zijn betaald of betaalbaar gesteld. Daarentegen zijn de moratoire interesten niet aan fiscale heffing onderworpen, nu deze verschuldigd zijn op grond van artikel 4 van het Inkomensreglement en die bepaling in artikel 4, paragraaf 1, van het Fiscaal Reglement niet genoemd wordt als bron van belastbare inkomsten.

8. Er bestaat geen grond de Benelux Unie te veroordelen in de kosten van deze procedure aan de zijde van verzoekers, nu zij zonder advocaat hebben geprocedeerd.

Beslissing

Het Benelux-Gerechtshof, Kamer Ambtenarenrechtspraak:

veroordeelt het College de sinds 1 juli 2014 verschuldigde loonachterstallen aan verzoekers uit te keren, te vermeerderen met een interest van 5%.

Aldus gewezen door E. Dirix, voorzitter, C.A. Streefkerk, plaatsvervangend voorzitter en G. Santer, lid,

En uitgesproken ter openbare terechtzitting te Brussel, op 30 maart 2017, door E. Dirix, voornoemd, in aanwezigheid van A. Henkes, advocaat-generaal en A. van der Niet, hoofdgriffier.